



**CANDIDATURE DE ROME AUX JEUX OLYMPIQUES 2024
ENTRETIEN AVEC NICOLA SBETTI**

Nicola Sbetti est chargé de recherches au département de Sciences politiques et sociales à l'Université de Bologna. Il s'occupe d'histoire du sport et du rapport entre sport et politique.

MARS 2016

CANDIDATURE DE ROME AUX JEUX OLYMPIQUES 2024

Entretien avec [Nicola Sbeti](#), Chargé de recherches au département de Sciences politiques et sociales de l'Université de Bologna. Il s'y occupe d'histoire du sport et du rapport entre sport et politique.

IRIS : Rome était candidate pour accueillir les Jeux en 2020, afin finalement de se retirer pour des raisons économiques. Qu'est-ce qui a changé depuis ?

NICOLA SBETTI: Lorsque, pour des raisons principalement économiques et politiques, le 14 février 2012, le Premier Ministre italien, Mario Monti annonçait qu'il ne signerait pas la lettre de garantie, la candidature romaine pour accueillir les Jeux olympiques d'été en 2020 tombait à l'eau et le Comité national olympique italien (CONI) retirait la candidature de la « ville éternelle ». Depuis lors, beaucoup de choses ont changé, que cela soit du point de vue des institutions sportives, mais aussi politique.

En effet, le 19 février 2013, un nouveau Président a été élu à la tête du CONI. Plus qu'un simple comité olympique, le CONI joue le rôle de « fédération de fédérations » mais surtout il suppléait, *de facto*, le Ministère du sport, rôle hérité après la Seconde guerre mondiale. La victoire de Giovanni Malagò sur Raffaele Pagnozzi, qui était le dauphin du précédent Président, Giovanni Petrucci, a été une surprise car elle constitue une rupture avec le passé et la politique du CONI menée jusqu'alors. Contrairement à ses prédécesseurs, Malagò semble accorder une importance majeure aux aspects sociaux du sport. Toutefois, l'envie de porter la candidature olympique est toujours présente au sein du CONI, en dépit du changement de présidence et la Présidence Malagò n'a pas pu résister à la fascination de lier son mandat à la candidature olympique.

D'un point de vue politique, différents éléments sont notables. Ainsi, quand Mario Monti avait décrété le retrait de la candidature de Rome pour les Jeux de 2020, l'Italie était dans une situation économique catastrophique. Silvio Berlusconi, son prédécesseur, avait donné sa démission en novembre 2011 à cause de la situation financière et des pressions provenant de l'Union européenne. Monti, « technicien », est alors nommé par le président de la République, Giorgio Napolitano, pour « sauver » l'Italie de la faillite économique et éviter que le pays devienne une « nouvelle Grèce ». Au cours de son mandat, Monti met en place une politique d'austérité destinée, à court terme, à aider le pays d'un point de vue financier, sans toutefois envisager une politique de plus long terme. En refusant de signer la lettre de garantie, Monti avait ainsi déclaré : « ce n'est pas un rejet du projet. On a seulement estimé juste d'être responsable en ce moment de la vie italienne. Et on ne souhaite pas que nos successeurs dans les prochaines années se retrouvent dans une situation difficile¹ ».

Après le départ de Monti du gouvernement, ses successeurs ont tous eu un approche bienveillante vers la possibilité d'une nouvelle candidature olympique de Rome, qui pour le CONI avait été seulement « reportée ». Déjà Enrico Letta, dans ses derniers jours au gouvernement, avait évoqué la candidature de Rome 2024, mais c'était surtout avec l'arrivée au *Palazzo Chigi* de l'actuel Premier

¹ « Roma 2020, niente Olimpiadi. Monti : scelta di responsabilita », Il Sole, 14 febbraio 2012.

Ministre, Matteo Renzi, que la candidature de Rome 2024 a reçu un plein soutien politique. Pour Renzi, promouvoir la candidature olympique est un message pour le pays qui s'inscrit dans sa stratégie politique. Si avec Berlusconi l'instrument pour relancer l'économie était celui des « grandes œuvres », avec Renzi, l'attention est plutôt concentrée sur les « grands événements ». Après le succès médiatique de l'Expo 2015 à Milan, Rome 2024 est considéré comme sa prochaine « bataille ». En plus, candidater pour les Jeux olympiques est aussi une façon pour suggérer au pays que la crise est terminée et qu'il est désormais temps de relancer l'investissement.

Enfin, toujours sur l'aspect politique, il ne faut pas oublier l'instabilité de la Mairie de Rome, qui pourrait nuire à la candidature. En février 2012, le Capitole avait à sa tête Gianni Alemanno (droite). En juin 2013, Ignazio Marino (gauche) était élu au second tour, mais – même s'il avait soutenu le projet olympique – il a depuis perdu le soutien de son parti (PD - le même de Renzi) et a démissionné. La Mairie est désormais gérée par un « commissaire extraordinaire » dans l'attente, cet été, de nouvelles élections, où le *Movimento 5 stelle* a des chances de l'emporter, alors que ce parti est ouvertement contre la candidature. Une victoire de leur candidat pourrait vraiment remettre en cause la candidature de Rome.

Dans tout ce tourbillon politique on ne doit enfin oublier les membres italiens du CIO. Malgré la démission de Mario Pescante de la Vice-Présidence du CIO en 2012 en protestation de la décision de Monti, les membres italiens du CIO restent influents et représentent à Lausanne une garantie de continuité pour la candidature de Rome.

Comment peut-on définir le projet de Rome 2024 et qui le porte ?

Si on le compare avec Londres 2012, Rio 2016, Tokyo 2020 ou encore Pékin 2008, le projet de Rome 2024 – en cohérence avec celui de 2020 – ne semble pas particulièrement ambitieux. On ne voit aucun gigantisme, restant ainsi parfaitement en accord avec l'Agenda 2020 promu par le CIO depuis 2015. Ainsi, dans le projet olympique, il ne sera pas question de construire un nouveau stade olympique mais seulement d'améliorer celui existant. Preuve de cette volonté affichée du CONI de faire des Jeux « humains », le 17 février dernier à la présentation du dossier le Président du CONI, Malagò, a revendiqué avec orgueil « notre budget est le plus bas de l'histoire² ». Même si Rome est une capitale avec de très gros problèmes de circulation – au même titre que Paris et Los Angeles - des transports publics défaillants, et la concentration des lieux de compétition viendront renforcer ce problème.

Actuellement, la candidature de Rome est principalement basée sur le passé de la métropole. Les structures de 1960 sont, en effet, la base de la candidature du 2024. Les liens symboliques avec l'âge classique sont partout. Il suffit de penser à l'arrivée du marathon sous l'Arc de Constantino, le tir avec l'Arc au Fori imperiali ou le beach-volley au Cirque Maxime.

En tout état de cause, avoir le meilleur dossier n'est pas toujours suffisant pour gagner l'investiture aux Jeux olympiques. Ce qui compte, c'est le travail minutieux et patient de lobbying au sein du CIO, et dans ce domaine, les membres italiens semblent avoir de bonnes cartes à jouer.

²«Olimpiadi, Roma 2024, Malago: "Referendum, richiesta strumentale"», La Gazzetta dello Sport, 17 febbraio 2016,

Y-a-t-il un fort soutien derrière la candidature romaine ?

Il est difficile de se prononcer. Le modèle de ville olympique développé à Barcelone 1992 est entré en crise, au moins en Occident, après le Jeux de Athènes 2004, qui ont été vus par l'opinion publique comme une des raisons qui a porté la Grèce vers la banqueroute. Cette perception est généralisée et se confirme par le retrait d'Hambourg comme ville candidate, suite à un référendum négatif.

Si du point de vue du gouvernement et des institutions sportives, la candidature de Rome a un très fort soutien, au contraire, la population romaine et italienne sont beaucoup moins enthousiastes, et ce, pour différents raisons, pas nécessairement liées au scepticisme face à la crise du modèle de la ville olympique. En effet, les derniers épisodes de corruption liée à la ville de Rome, en particulier le processus de « Mafia capitale », ont fait augmenter les inquiétudes concernant la préparation et le déroulement des Jeux, qui pourraient être une nouvelle opportunité pour les associations criminelles. En outre, le souvenir des gaspillages de la Coupe du monde de football (1990) et de natation (2009), est aussi une préoccupation importante, à la lumière de l'inflation des coûts des événements olympiques précédents qui feraient peser une pression importante sur les comptes publics.

Ces arguments ont été mis en exergue et ont contribué à créer un mouvement d'opinion opposé aux Jeux 2024 à Rome, qui est en train de s'organiser, même s'il reste encore marginal. Le petit Parti radical collecte actuellement les signatures pour organiser un référendum, mais pour l'instant, cette option n'est encore qu'une hypothèse, car l'ancien maire de Rome, Marino, a déjà donné formellement son soutien à la candidature.

Malgré tout, l'élément le plus important à prendre en considération sont les municipales à Rome. Si le candidat de gauche, ou l'un de ses nombreux opposants de droite gagne, le projet pourra continuer à défendre son bien-fondé, contre seulement trois autres compétiteurs. En revanche, si le *Mouvement 5 étoiles* vient à gagner, la candidature pourra être de nouveau suspendue, et cela ne jouerait guère en faveur de l'image de la cohérence et de fiabilité du sport italien et de l'Italie elle-même.

Autre écueil : l'opinion publique italienne n'est pas convaincue par le choix de Luca Cordero di Montezemolo comme Président du Comité organisateur. Bien que cet entrepreneur soit lié aux derniers succès de Ferrari en Formule 1, Montezemolo est aussi celui qui avait organisé la Coupe du Monde de 1990 et qui avait laissé un héritage discuté. Cette absence de renouvellement a rendu l'opinion publique sceptique.

Cette opposition, en tout cas pour l'instant, semble minoritaire, mais ceux qui supportent les Jeux font moins parler d'eux. C'est surtout le CONI qui a en ce moment la responsabilité d'avancer la candidature, mais généralement les médias en Italie ne sont pas particulièrement intéressés à la politique sportive. C'est pour ça que plutôt qu'une vraie opposition – qui existe mais qui reste minoritaire – on assiste plutôt à un désintérêt, provoqué d'une côté par la distance de la date de la décision (septembre 2017), et de l'autre côté par un certain pessimisme à l'égard des chances de victoire. ■

CANDIDATURE DE ROME AUX JEUX OLYMPIQUES 2024

Entretien avec Nicola Sbeti, Chargé de recherches au département de Sciences politiques et sociales de l'Université de Bologna. Il s'y occupe d'histoire du sport et du rapport entre sport et politique.

OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DU SPORT / MARS 2016

Dirigé par Pim Verschuuren et Carole Gomez, chercheurs à l'IRIS

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

www.iris-france.org